

(Núm. 145)

DIARIO DEL GOBIERNO

DE CATALUÑA Y BARCELONA,

DEL MARTES 25 DE MAYO DE 1813.

Santa Maria Magdalena de Pazis.—Las Q. H. están en la Iglesia de Religiosas Atrepentidas; se reserva las siete de la tarde.

NOUVELLES ETRANGERES. ANGLETERRE.

Londres 24 février.

C'est avec peine que nous voyons l'acrimonie et la violence avec laquelle quelques uns de nos journaux s'expriment sur la lettre de la princesse de Galles. Est-il convenable de rabaisser un tel sujet au point de la confondre avec les misérables disputes politiques des différens partis? Les noms des illustres personnages qui en sont l'objet ne devraient pas être mêlés dans des querelles de ce genre. Ce que l'on peut dire de moins à cet égard, c'est que rien n'est plus indécent. D'un côté on dit :

« Les ministres sont accusés, par le parti de l'opposition, d'avoir abandonné la princesse de Galles. Comment? Si elle préfère prendre conseil des membres qui sont en opposition avec le gouvernement de son mari, et si ces individus lui conseillent et lui tracent des plans d'attaque contre le prince, c'est elle qui abandonne les ministres, et non pas les ministres qui l'abandonnent. C'est le résultat de sa propre conduite; et elle, ainsi que ses conseillers, en sont seuls responsables. »

A cela le *Morning Chronicle* répond ce qui suit : « La princesse a adressé sa plainte directement au trône, et non à un parti quelconque. Elle s'est adressée respectueusement au prince par l'intermédiaire de ses deux premiers conseillers officiels, en leur faisant connaître le contenu de sa lettre, afin qu'ils ne fussent pas pris par surprise. La princesse a sans doute pris conseil de quelques avocats de *Lincoln Inn* ou du *Temple*, mais on ne peut certainement pas soutenir qu'un *jurisconsulte* soit un *conseiller du parti*, et S. A. R. doit bien savoir que, quel que soit l'avis qu'on lui ait donné sur le même sujet soumis à un homme de loi, ou quelle que soit la consultation qui ait eu lieu à cet égard, elle est néanmoins seule responsable de la mesure qu'elle a adoptée. Cependant nous pouvons assurer, sans qu'il soit possible qu'on nous contredise, que S. A. R. n'a jamais écrit à aucun des membres du parti

NOTICIAS ESTRANGERAS INGLATERRA.

Londres 24 de febrero.

No podemos ver sin disgusto la acrimonia y vehemencia con que hablan algunos periódicos de la representación de la princesa de Gales. ¿Que ventaja puede resultar de abatir esta materia hasta el extremo de confundirla con las misérables disputas políticas de los varios partidos? Deberían respetarse mas los nombres de las altas personas que son el objeto de semejantes querellas: así lo único que podemos decir en el asunto es, que todo ello es muy indecente.

« Unos dicen que el partido de la oposición acusa á los ministros de haber abandonado á la princesa de Gales. ¿Como puede ser esto, si ella prefiere aconsejarse de seguras que son opuestos al gobierno, y que le enseñan el modo de atacar al príncipe? Ella es, pues, la que abandona á los ministros; ella y sus consejeros serán responsables del resultado. »

« A esto responde el *Morning Chronicle* diciendo, que la princesa no ha dirigido su queja á ninguno de los partidos, sino al trono, haciendo al príncipe una representación atenta por medio de sus dos primeros consejeros, á los quales comunicó su contenido para que no pudieran sorprenderlos. La princesa se aconsejaria de algunos *jurisconsultos* de *Lincoln Inn* y del *Temple* que no puede llamarse *consejero de partido*, y S. A. R. no puede ignorar que sea qual se quiera la consulta ó consejo que le hayan dado, nadie sino la misma saldrá responsable de la medida que tomó. Lo que podemos asegurar sin temor de censura es, que S. A. R. no ha escrito ni consultado con ninguno de los miembros del *partido*, ya que así quisiéramos llamarlo. Es cierto que ha dado un paso muy irregular y de muchos inconvenientes; pero tambien lo es que si S. A. R. ha consultado

[puisque c'est ainsi qu'on veut bien l'appeler], et n'a eu aucune espèce de conférence avec eux sur ce sujet. Il n'y a pas de doute que, dans son intime conviction, une telle manière d'agir eût été très-irrégulière et très-inconvenante. Il est vrai qu'un homme peut à la fois suivre la carrière politique et celle du barreau, mais nous nous flattons qu'aucun avocat honnête consulté par S. A. R. n'eût été capable de dégrader sa profession, en permettant que ses préjugés politiques influassent en aucune manière ses consultations, comme avocat.

« Mais par l'intermédiaire de qui la princesse pouvait elle adresser sa plainte au trône, si ce n'est par celui des ministres ses amis et justificateurs? A qui pouvait-elle s'adresser dans l'espoir de faire révoquer l'ordre donné de restreindre encore le nombre de ses entrevues avec sa fille, si ce n'est à ceux qui n'étaient investis du pouvoir que depuis un mois lorsqu'il conseillèrent à S. M. de faire rentrer S. A. au sein de la famille royale? »

« Au conseil du cabinet, tenu le 21 avril 1807, étaient présents : le lord chancelier Eldon, le lord président Camden, le lord du sceau privé VVestmoreland, le duc de Portland, le comte de Chatam, le comte Bathurst, le vicomte Castlereagh, lord Mulgrave, M. G. Can-ning, lord Havvkesbury.

« Et dans la minute de la délibération inscrite sur les registres après avoir déclaré que S. A. R. le prince de Galles ne pouvait, sans manquer à son devoir envers le public, se dispenser de soumettre à S. M. la déclaration et les examens qui lui avaient été remis relativement aux chefs d'accusation, il est dit : « Qu'après avoir scrupuleusement considéré toutes les pièces, dépositions, etc. ils jugeaient nécessaire de déclarer que leur opinion formelle était conforme à celle qu'avaient énoncée clairement et unanimement les commissaires, et qui avait été confirmée par les ordres confidentiels de S. M., savoir que les deux principaux chefs d'accusation contre S. A. R. étaient entièrement dénués de preuves; et ils ont en outre soumis à S. M. leur opinion unanime que toutes les circonstances de la conduite de S. A. R., que l'on avait représentées comme criminelles, avaient été réfutés d'une manière satisfaisante, ou qu'elles reposaient sur des témoignages qui dans l'opinion des ministres de S. M. ne pouvait leur donner aucun édit; ils déclaraient donc humblement à S. M. que dans leur opinion S. A. R. doit à l'avenir être admise à jouir de la présence royale, et d'une manière convenable à son rang et à sa situation. »

« Après une telle déclaration qui fut suivie de la rentrée solennelle de S. A. R. à la cour et dans sa loge à l'Opéra, accompagnée par le

con un abogado hombre de bien, no es posible que haya degradado su profesion dictando sus consultas por sus preocupaciones políticas.

Pero quien pudo elevar al trono la representación de la princesa, si no son los ministros sus amigos y protectores? ¿De quien podía esperar que revocasen la orden que le prohibía las vistas de su hija, sino de aquellos que estaban autorizados un mes ha, quando aconsejaron a S. M. que S. A. podía volver al seno de la familia real?

Al consejo de gabinete que se celebró el 21 de abril de 1807, asistieron los lordes Eldon, canceller, Camden, presidente; VVestmoreland, del sello privado, el duque de Portland, el conde Chatham, el de Bathurst, el vizconde Castlereagh, el lord Mulgrave, Canning y Hawkesbury.

« Y en el extracto de la consulta, inserto en los registros, habiéndose manifestado que S. A. R. no podía sin faltar á los respetos del público, dexar de someter á S. M. la declaración y el examen de los cargos que se le hacian, consta: que examinados escrupulosamente todos los documentos y pruebas, se conforman en un todo con el juicio unánime de los comisarios, confirmado tambien por los ministros confidentes de S. M., es á saber, que los dos cargos principales que se hacian á S. A. no estaban probados, y que se habían plenamente refutado las acriminaciones propuestas contra la conducta de S. A. R., ó se apoyaban en testimonios que al parecer de los ministros de S. M. no merecian ningun crédito. Así que proponen respetuosamente á S. M., que en su concepto debe S. A. R. gozar de la presencia del rey, ocupando el puesto que corresponde á su clase y elevacion.

Supuesta una declaración tan favorable, con la qual volvió S. A. R. á la corte con todo su esplendor, y ocupó su sitio en la ópera, acompañada del duque de Cumberland su zeloso defensor, ¿que otro apoyo podía bus-

duc de Cumberland ; son zèle défenseur , à qui la princesse pouvait elle s'adresser pour chercher un appui , lorsqu'elle était menacée de nouvelles restrictions , si ce n'est à ces mêmes personnages ?

Ne pourrions nous pas ajouter que de tels raisonnemens , de part et d'autre , paroissent assez gratuits. Pourquoi inférerait-on de ce que les journalistes de parti , par la force de l'habitude , ne peuvent , dans aucune question , se dépouiller de l'esprit de parti , il ne put y avoir de question dans laquelle les ministres agissent d'une manière impartiale et digne de leur caractère ? dans le raisonnement ci dessus , le journaliste qui affecte de défendre les ministres dirige contre eux , selon nous , un libelle infamant , en leur imputant , en termes positifs , d'avoir abandonné la princesse de Galles. Comment est il possible d'annoncer ainsi d'avance quel sera le résultat des séances du cabinet qui ont lieu fréquemment pour délibérer sur cette affaire ? Il est convenable de supposer que les décisions des membres du cabinet ne seront dirigées par d'autres motifs que par ceux de la justice publique et individuelle.

(The Star.)

EMPIRE FRANÇAIS.

PARIS , le 5 avril.

(Suite d'hier.)

I. n.º 2.

Elle s'est servie d'odieux prétextes pour ébranler dans leurs fondemens la fortune de l'état et celle des particuliers. Depuis cette époque , on traita la Prusse comme un pays conquis (5) , on fit peser sur elle un joug de fer. Les armées françaises y restèrent contre les termes du traité (6).

[La suite à demain]

(5) La Prusse a été traitée comme un pays conquis ; sans doute , puisqu'elle avait été conquise. Mais est-ce donc le traité de Tilsit qui en a fait la conquête ?

(6) L'article 28 du traité de Tilsit est ainsi conçu.

» Il sera fait immédiatement une convention ayant pour objet de régler tout ce qui est relatif au mode et à l'époque de la remise des places qui doivent être restituées S. M. la roi de Prusse , ainsi que les détails qui regardent l'administration civile et militaire des pays qui doivent aussi être restitués.

La convention conclue en exécution de cet article contient les dispositions suivantes :

Extrait de la convention signée à Königsberg le 12 juillet 1807.

» Art. 2. La ville de Tilsit sera remise

car la princesse menacée con nuevas privaciones ?

Podíamos decir que todos estos raciocinios de una y otra son aventurados. Mas ¿ por que los periodistas animados del espíritu y del hábito de partido han de suponer , que tampoco los ministros pueden examinar un asunto sea el que fuere , imparcial y dignamente conforme à su carácter ? El periodista que en el discurso anterior aparenta defender à los ministros , los infama verdaderamente , diciendo que han abandonado à la princesa de Gales. ¿ Quien podrá saber el resultado de las sesiones del gabinete , en las que se està ventilando la cosa ? es de esperar que sus miembros no tendrán mas respetos que los de la justicia pública é individual.

(The Star.)

IMPERIO FRANCÉS.

Paris 11 de abril.

(Continuacion de ayer.)

I. n.º 2.

Se ha servido de odiosos pretextos para desmoronar en sus cimientos , la fortuna del estado y la de los particulares. Desde aquella época se ha tratado à la Prusia como país conquistado (5) , y se descargó sobre ella un juego de fierro. Los exercitos quedaron allí contra los terminos del tratado. (6).

(Se continuará.)

(5) La Prusia ha sido tratada como un país conquistado ; sin duda , pues que ella ha sido conquistada. ¿ Mas es el tratado de Tilsit el que ha hecho la conquista ?

(6) El artículo 28 del tratado de Tilsit està concebido así :

» Se hará inmediatamente un convenio , teniendo por objeto el arreglar todo lo que es relativo al modo y à la época de la entrega de las plazas , que deben restituirse à S. M. el rey de Prusia , como tambien los detalles que miran à la administracion civil , y militar de los países que tambien deben ser restituidos.

El convenio concluido en excecucion de este artículo , contiene las disposiciones siguientes :

Extracto del convenio firmado en Königsberg à los 12 de julio de 1807.

Art. 2.º La ciudad de Tilsit será entregada

le 20 juillet, celle de Königsberg le 25 du même mois; et avant le 1.^{er} du mois d'août, les pays jusqu'à la Passarge, formant les anciennes positions de l'armée, seront remis.

» Au 20 août, on évacuera la Vieille-Prusse jusqu'à la Vistule.

» Au 5 septembre, on évacuera le reste de la Vieille-Prusse jusqu'à l'Oder.

» Les limites du territoire de Dantzick seront tracées deux lieues autour de la ville, et déterminées par des poteaux aux armes de France, de Dantzick, de Saxe et de Prusse.

» Au 1.^{er} octobre, on évacuera toute la Prusse jusqu'à l'Elbe.

» La Silésie sera également remise au 1.^{er} octobre; ce qui fera deux mois et demi pour l'évacuation entière du royaume de Prusse. La province de Magdebourg, pour la partie qui se trouve sur la rive droite de l'Elbe, ainsi que les provinces de Prenzlau et de Pesevalki, ne seront évacuées qu'au 1.^{er} novembre, mais il sera tracé une ligne de manière que les troupes ne puissent pas approcher de Berlin. Quant à Stettin, l'époque à laquelle cette ville sera évacuée sera déterminée par les plénipotentiaires.

» Six mille français resteront en garnison dans cette ville jusqu'au moment où on l'évacuera.

» Les places de Spandau, de Custrin, et en général toutes celles de la Silésie, seront remises le 1.^{er} octobre entre les mains des troupes de S. M. le roi de Prusse.

» 3. Il est bien entendu que l'artillerie, toutes les munitions, et en général tout ce qui se trouve dans les places de Pillau, Colberg, Graudentz, resteront dans l'état où les choses se trouvent. Il en sera de même pour Gutz et Cosel, si les troupes françaises n'en ont pas pris possession.

» 4. Les dispositions ci-dessus auront lieu aux époques déterminées, dans le cas où les contributions françaises sur le pays seroient acquittées »

L'évacuation des pays rendus à la Prusse étoit donc expressément subordonnée à l'exécution des engagements qu'elle contractoit. Elle ne les a point exécutés; c'est à elle, et non à la France, qu'elle doit attribuer le retard de l'évacuation.

el día 20 de julio: la de Königsberg en el día 28 del mismo mes; y antes del 1.^o del mes de agosto el país hasta el Pasarge que forma las antiguas disposiciones del ejército.

» En el 20 de agosto se evacuará la Prusia antigua hasta el Vístula.

» En el día 5 de septiembre se evacuará lo restante de la Prusia antigua hasta el Oder.

» Los límites del territorio de Dantzick serán trazados á dos leguas al rededor de la ciudad, y determinados con fitas á las armas de Francia, de Dantzick, de Saxonia, y de Prusia.

Al 1.^o de octubre se evacuará toda la Prusia hasta el Elba.

» La Silisia se entregará igualmente al 1.^o de octubre; lo que hará dos meses y medio para la evacuacion entera del reyno de Prusia. La provincia de Magdeburgo, por la parte que se halla sobre la orilla derecha del Elba, como tambien las provincias Prenzlau, y Pesevalqui, no se evacuarán hasta el 1.^o de noviembre; pero se trazará una linea, de modo que las tropas no puedan acercarse á Berlin. En quanto á Estetina la época de su evacuacion será determinada por plenipotenciarios.

» Seis mil franceses quedarán de guarnicion en aquella ciudad hasta el momento en que se evacue.

» Las plazas de Espandau, Custrin, y en general todas las de la Silisia, serán entregadas al 1.^o de octubre, en manos de las tropas de S. M. el rey de Prusia.

Art. 3. Queda bien entendido que la artilleria, todas las municiones y en general todo lo que se encuentra en las plazas de Pillau, Colberg, Graudentz, quedarán en el mismo estado de cosas en que se hallan; lo mismo dice por lo que dice á Gutz, y Cosel, si las tropas francesas no se han apoderado ya.

» Art. 4. Las disposiciones arriba indicadas se ejecutarán en las épocas determinadas; en el caso de quedaren pagadas las contribuciones impuestas al país.

La evacuacion de los países vueltos á la Prusia estaba por lo tanto expresamente sujeta á la ejecución de los empeños que ella contractaba. Estos no han sido verificados. Luego á ella y no á la Francia es á quien debe atribuirse el retardo de la evacuacion.

TEATRO.

La Sociedad dramática Española, representa hoy á las seis y media en punto, la comedia *Cristóbal Colón*, tonadilla del *Peregrino*, Pádelo y contralanza que baylarán los S. es. Piattoli y Burel, y saque.

En la Imprenta de J. Alzine y P. Barrera Impresores del Gobierno de Cataluña